

International

# MILITER POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT DANS LA FLORIDE CONSERVATRICE DE DESANTIS

Wandrille Letellier

26/09/2025

**Les mobilisations citoyennes en Floride, à travers des organisations *pro-choice* comme Progress Florida, Floridians for Reproductive Freedom ou Muslim Women's Organization, illustrent la résistance face aux restrictions sévères du droit à l'avortement dans cet État. Ces initiatives se déploient alors que chaque État est désormais libre de légiférer, aggravant les inégalités d'accès à l'avortement selon le territoire et les moyens financiers des femmes. À quelques jours du 28 septembre, journée mondiale pour le droit à l'avortement, Wandrille Letellier, doctorant en sociologie politique des États-Unis, analyse ces dynamiques et les stratégies mises en œuvre pour défendre ce droit fondamental.**

## La fin d'un droit

Le 24 juin 2022, après une cinquantaine d'années d'application de la décision *Roe v. Wade*, reconnaissant le caractère constitutionnel du droit à l'interruption volontaire de grossesse, la Cour suprême des États-Unis a rendu son jugement dans l'affaire *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization* (dit *Dobbs*). Cet arrêt, renversant les précédents *Roe v. Wade* (1973), *Doe v. Bolton* (1973) et *Planned Parenthood v. Casey* (1992), met fin à la protection de l'avortement sur l'ensemble du territoire fédéral. Dorénavant, chaque État a le pouvoir de légiférer en la matière, de restreindre ce droit ou de le considérer comme un acte illégal, pouvant faire encourir à toute personne impliquée dans un avortement une amende ou une peine d'emprisonnement.

En 2025, l'avortement a été rendu illégal dans douze États (soit près d'un État sur quatre) et a été restreint dans sept autres, où celui-ci est limité au-delà d'une certaine durée de gestation, allant de six à dix-huit semaines<sup>1</sup>.

## Des situations hétéroclites selon les États et une aggravation des inégalités

La décision *Dobbs* a considérablement changé le paysage politique et social étasunien. Désormais, le sort des femmes souhaitant avorter est bien différent selon l'État où elles résident. L'Arkansas, comme de nombreux États de la *Bible Belt* (États conservateurs du Sud où la religion protestante est très présente), interdit l'avortement. Celui-ci est illégal dès le début de la grossesse, puni de 100 000 dollars d'amende et de dix ans de prison. À l'inverse, les États démocrates de la côte ouest (Californie, Oregon, État de Washington) comme ceux du nord-est des États-Unis (État de New York, Pennsylvanie, New Jersey) garantissent le droit à l'avortement. Ces différences légales dans l'expression de ce droit selon les États aggravent les inégalités en matière d'accès à l'avortement entre les femmes étasuniennes. En 2024, le nombre d'avortements réalisés en clinique aux États-Unis s'élevait à 1 038 000<sup>2</sup>. Il est évident que le nombre réel d'avortements est plus élevé en y incluant le nombre d'entre eux réalisés clandestinement dans les États où celui-ci est dorénavant interdit. Face aux fermetures de cliniques, certaines femmes décident de voyager jusqu'à un État où la législation permet encore de recourir à l'avortement. On estime en 2024 qu'environ 155 000 personnes sont allées avorter dans un autre État que celui où elles résident, soit 15% du nombre total d'avortements pratiqués dans les États où il demeure légal<sup>3</sup>. Ce phénomène met en perspective l'inégalité économique qui se crée entre les femmes ayant les moyens de payer le transport et une chambre d'hôtel (en plus de la prestation médicale de l'avortement) pour aller avorter dans un autre État et celles ne pouvant pas. De plus, l'absence de clinique à proximité crée une épreuve psychologique pour la femme devant entreprendre tout un périple transétatique, parfois seule, pour avorter. Plus des deux tiers des femmes ayant avorté entre juin 2021 et juillet 2022 étaient âgées d'une vingtaine d'années (61% de 20 et 29 ans, soit 33% de 20 à 24 ans et 28% de 25 à 29 ans). Par ailleurs, en 2021-2022, 53% des patientes ont payé (en tout ou en partie) leur avortement. 30% d'entre elles ont pu payer leur avortement grâce à la couverture santé Medicaid, 13% *via* la souscription à une police d'assurance privée et 15% par la perception d'aides financières diverses. Au-delà du fait qu'elle constitue un facteur d'inégalité, la question économique est instrumentalisée par les États opposés à l'avortement pour entraver le plus possible l'accès des femmes à ce droit. Ces derniers convoquent notamment l'amendement Hyde (*Hyde Amendment*) de 1976, nommé en référence au représentant républicain de l'Illinois Henry Hyde. Cet amendement, reconduit chaque année dans le budget du ministère de la Santé, a pour objet d'exclure les avortements des dispositifs de santé remboursés par l'État fédéral aux citoyens les plus démunis *via* le programme Medicaid, sauf si la grossesse fait suite à un viol ou à un inceste, ou si la vie de la femme est menacée. Le remboursement de la prestation médicale d'avortement pour les personnes éligibles au programme Medicaid s'effectue ainsi au bon vouloir des États fédérés. Les

États appliquant l'amendement Hyde, sans proposer dans leur budget un fonds destiné à rembourser les femmes ayant eu recours à un avortement, renforcent les inégalités entre les femmes étasuniennes selon leur État de résidence. Aujourd'hui, seuls vingt États (soit 40% des États-Unis) prévoient un remboursement partiel ou total d'un avortement pour des raisons allant au-delà des clauses prévues par l'amendement Hyde<sup>4</sup>. Quatre jours après sa deuxième investiture, le 24 janvier 2025, Donald Trump a signé un décret visant à abroger deux décrets signés par Joe Biden qui atténuaient l'impact de l'amendement<sup>5</sup>.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## La Floride, une terre *pro-choice* ?

Être *pro-choice* (pour le choix) signifie avoir une position libérale<sup>6</sup> sur la question de l'avortement. Les *pro-choice* reconnaissent aux femmes le droit de choisir d'avorter ou de poursuivre leur grossesse. Ces derniers s'opposent à ceux qui se disent *pro-life* (« pour la vie »<sup>7</sup>), qui considèrent que l'embryon puis le fœtus constituent une personne à part entière devant être protégée dès l'étape de la fécondation.

La Floride fait partie des États adoptant une politique anti-choix. Le programme ultraconservateur du gouverneur républicain Ron DeSantis, élu en 2018, a abouti à une forte restriction du droit à l'avortement. En avril 2022, le Congrès de l'État a voté une interdiction de l'avortement au-delà de quinze semaines de grossesse. Une nouvelle loi a par la suite abaissé ce délai à six semaines, délai en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2024<sup>8</sup>. On estime ainsi que 73 710 avortements ont eu lieu en Floride en 2024, soit une baisse de 14% par rapport à 2023<sup>9</sup>. Au-delà de cette restriction, l'État cherche aussi à complexifier l'accès à l'IVG de multiples manières, en obligeant la patiente à venir à deux consultations espacées d'au moins 24 heures, consultations devant être réalisées en personne et non à distance, même pour recourir à un avortement médicamenteux, ou encore à recueillir le consentement parental pour une personne mineure souhaitant avorter. Le médecin doit quant à lui procéder à une échographie même si elle n'est pas médicalement nécessaire. Par ailleurs, il est interdit d'envoyer des pilules abortives par courrier à une patiente. Les différences de couverture maladie impactent également l'accès à l'avortement des femmes floridiennes et engendrent des

disparités entre elles. Si 66% des femmes floridiennes âgées de 15 à 49 ans possèdent une assurance privée, 17% d'entre elles ne sont pas assurées et ne bénéficient pas du programme Medicaid<sup>10</sup>. Le remboursement d'une IVG par cette couverture sociale n'est toutefois pas autorisé par l'État floridien, excepté dans de rares cas. Il a cependant permis le paiement, partiel ou total, de 30% des avortements sur l'ensemble des États-Unis sur la période 2021-2022<sup>11</sup>.

Dans l'ensemble des États ayant restreint le droit à l'avortement, les établissements pratiquant l'IVG subissent également de la part du pouvoir exécutif local des pressions destinées à les pousser à la fermeture. Parmi ces atteintes figurent les lois TRAP pour *Targeted Regulation of Abortion Providers* (contraintes réglementaires ciblées à l'encontre des prestataires de services d'avortement). Reposant uniquement sur des motivations politiques, elles ne sont pas médicalement justifiées à l'instar des autres interdictions et obligations précédemment évoquées. Elles peuvent aussi bien concerner le bâtiment, en exigeant une dimension pour la salle de soin ou une largeur pour les couloirs, mais aussi imposer un accord entre l'établissement et un hôpital local concernant des droits d'admission (*admitting privileges*). Par ailleurs, cet hôpital doit parfois se trouver dans un périmètre maximum de distance avec la clinique, obligation pouvant se révéler difficile à atteindre pour des établissements en zone rurale. Parmi ces lois TRAP, l'État de Floride impose aux cliniques d'avortement d'établir des droits d'admission avec un hôpital incluant un accord de transfert. De plus, celui-ci doit se trouver à une « proximité raisonnable de la clinique », une règle floue en raison de l'absence d'une mention de distance en miles.

Malgré la politique ultraconservatrice, voire réactionnaire, de l'administration DeSantis (attaques contre l'avortement, les droits LGBT+, croisade contre le « wokisme »...), la Floride est un État à la sociologie bien particulière. Appréhender cette sociologie permet de comprendre sa situation politique, sociale et juridique actuelle, ainsi que les leviers de résistance exercés par les militants et organisations *pro-choice* dans l'État. Le contrôle mutuel entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire floridiens paraît aujourd'hui compromis : l'exécutif républicain gouverne de conserve avec un Congrès local largement acquis au parti de Donald Trump (72% des sièges occupés dans l'ensemble des deux chambres) et une Cour suprême composée de sept juges, tous nommés par des gouverneurs républicains, dont cinq par Ron DeSantis.

Face à une forme d'alignement des trois pouvoirs, la lutte politique menée par l'opposition se déroule dans un contexte bien rude. L'histoire électorale de cet État nous apprend néanmoins que celui-ci ne fut pas toujours acquis au Parti républicain. Ce n'est d'ailleurs toujours pas le cas aujourd'hui, bien qu'il lui soit devenu plus favorable. C'est dans cet État que s'est jouée en 2000 l'une des élections présidentielles les plus disputées du pays entre le démocrate Al Gore et le républicain George W. Bush, frère du gouverneur de l'époque Jeb Bush. Cette élection avait mis l'État en une de

l'actualité nationale et internationale en raison du faible écart de voix entre les candidats, qui n'avait pas permis pas de déterminer au cours de la nuit électorale le vainqueur de l'élection. Après un recomptage des voix de l'État et la sollicitation par les candidats de la Cour suprême de Floride, puis de la Cour suprême des États-Unis, l'arrêt *Bush v. Gore* avait déterminé l'issue de l'élection présidentielle. Cette intervention sans précédent du judiciaire sur le politique donna gain de cause au républicain, en refusant à Al Gore un troisième recomptage des voix, permettant ainsi à George W. Bush de remporter l'État de Floride et de ce fait la Maison-Blanche. Cet événement politiquement extraordinaire nous interpelle sur la singularité de la sociologie politique de la Floride depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Encore considérée comme un *Swing State*<sup>12</sup>, il y a cinq ans, pour l'élection présidentielle de 2020, la Floride a permis à Donald Trump de remporter ses grands électeurs pour une troisième fois consécutive lors de la dernière élection de 2024.

Chaque année en novembre, les Étatsuniens votent pour des élections et des référendums locaux. Cela peut être l'élection de shérifs, de représentants de la police à l'échelle du comté, de gouverneurs, mais aussi des référendums sur la politique de l'État fédéré sur des sujets variés : cannabis, immigration, impôts, organisation du processus électoral... Le 5 novembre 2024, l'État de Floride a soumis au vote l'*Amendment 4* ayant pour but d'inscrire dans sa Constitution le droit à l'avortement, qui aurait annulé les restrictions mises en place par l'administration DeSantis. Le projet était présenté en ces termes : « Aucune loi ne doit interdire, sanctionner, retarder ou restreindre l'avortement avant la viabilité, ou lorsqu'il est nécessaire de protéger la santé de la patiente, tel que déterminé par le professionnel de santé de la patiente. Cet amendement ne modifie pas l'autorité constitutionnelle du corps législatif à exiger une notification à un parent ou tuteur avant qu'une mineure ne subisse un avortement ». Cet amendement, déclaré constitutionnel par la Cour suprême de l'État en avril 2024, était porté par le Floridians Protecting Freedom, un groupe de citoyens proche de l'ACLU Florida, l'antenne fédérée de l'une des plus influentes organisations étatsuniennes ayant pour but de défendre les libertés individuelles<sup>13</sup>. Sa présidente, Sara Latshaw, est par ailleurs la directrice politique adjointe du département politique/plaidoyer de l'ACLU Florida. L'amendement a recueilli 57,2% des suffrages exprimés<sup>14</sup>, une majorité nette, mais qui n'a pas suffi à sa validation, car en Floride un amendement constitutionnel doit obtenir une majorité qualifiée de 60% pour être approuvé. L'issue est singulière et significative car les Floridiens ont à la fois voté à plus de 50% en faveur de l'*Amendment 4* et massivement pour Donald Trump (56,1%)<sup>15</sup>. Néanmoins, cette singularité électorale n'est pas, pour ce fait-là, une spécificité floridienne. Elle est partagée par trois autres États (Texas, Iowa et Georgie) dans lesquels l'IVG est restreinte ou illégale et qui ont voté pour Donald Trump aux dernières élections, tout en ayant une population soutenant majoritairement l'avortement. Un sondage du Pew Research Center, mené auprès de 36 908 Étatsuniens des cinquante États sur l'année 2023-2024, expose la situation<sup>16</sup>. Les Floridiens soutiennent ainsi à 62% l'avortement selon l'étude, les Texans à 56%, les habitants de

l'Iowa à 68% et ceux de Georgie à 62%, à égalité avec l'État voisin de Floride. D'autres États (l'Oklahoma, la Louisiane, la Caroline du Sud, le Kentucky et l'Indiana) semblent également partager cette caractéristique, toutefois la marge d'erreur est trop importante pour les considérer avec certitude dans une situation semblable.

## La résistance *pro-choice* s'organise au *Sunshine State*

Cette simultanéité d'un vote majoritaire pour Donald Trump à l'élection présidentielle en Floride et d'une majorité de votes favorables à l'*Amendment 4* met en lumière une dissociation des Floridiens entre la politique de Donald Trump et le renversement par la Cour suprême de l'arrêt *Roe v. Wade*. C'est pourtant bien du fait des nominations effectuées sous son premier mandat que la composition idéologique de la Cour suprême s'est inversée, ayant abouti à la situation actuelle.

Pour Cheyenne Drews, jeune militante *pro-choice* de St. Petersburg (Floride) et présidente du programme de liberté reproductive de l'association Progress Florida, cette dissociation est bien présente. Cheyenne Drews s'est mobilisée lors de la campagne pour le « oui » avec les bénévoles de son association. *Progress Florida* a pour but de défendre une Floride progressiste et agit sur plusieurs tableaux : aide aux inscriptions sur les listes électorales, communication décryptant de manière simplifiée sur Internet les votes des parlementaires de l'État, défense des libertés reproductives... L'organisation défend le principe d'intersectionnalité, en considérant que certains groupes sociaux et ethniques, comme les personnes noires ou latino-américaines, sont simultanément confrontés à plusieurs difficultés, dans l'expression de leur droit de vote<sup>17</sup> comme dans leur droit à recourir à un avortement. Au-delà de son engagement au sein de Progress Florida, Cheyenne Drews dirige également la coalition inter-associative de défense des droits reproductifs, Floridians for Reproductive Freedom (FFRF), avec les sept autres membres du comité de pilotage. Le comité se veut le plus inclusif possible, avec la présence de représentants d'associations féministes afro-américaines ou juives, et compte une clinique pratiquant l'avortement. Celle-ci réunit 81 organisations luttant à travers la Floride et le reste des États-Unis pour le droit à l'avortement, mais également l'ensemble du spectre de la santé reproductive, dont l'éducation sexuelle et la contraception. FFRF a également mis en place le *Florida Access Network*, un fonds permettant d'aider financièrement les femmes devant quitter l'État pour avorter grâce au paiement de leur billet d'avion ou de leur chambre d'hôtel. La coalition, proche de Planned Parenthood (Planning familial), comporte des organisations thématiques relatives à la défense des droits reproductifs, telles que Men for Choice (organisation réunissant des hommes *pro-choice*), Catholics for Choice ou Muslim Women's Organization, des organisations pour les femmes catholiques et musulmanes. La plupart de ces associations se sont mobilisées pour le « oui » pendant la campagne électorale concernant l'*Amendment 4*. Le porte-à-porte de Cheyenne Drews lui a permis

de constater la dissociation présente au sein de la population floridienne. Elle déclare à ce propos : « Je dois dire qu'il y avait un décalage : beaucoup de gens étaient inquiets de l'état actuel de l'accès à l'avortement, mais n'en faisaient pas le lien avec Donald Trump. [...] Beaucoup de gens ne l'ont pas vu ainsi : ils disaient "Ce sont les États qui décident maintenant", sans lui attribuer la responsabilité. [...] Mais comme je l'ai dit, à la fin, je n'ai cessé de rencontrer des gens qui, quand on prenait le temps de parler, avaient une expérience personnelle liée à l'avortement. [...] Et en parlant de façon directe et sincère, les gens finissent par se dire : "En fait, c'est trop. Les politiciens vont trop loin." ».

Prendre le temps de parler à son voisin devient ainsi essentiel pour expliquer les faits et sensibiliser à la protection du droit à l'avortement. L'ignorance est apparue comme le principal obstacle dans la campagne électorale. Cheyenne Drews rapporte : « Beaucoup de gens ont voté sans même savoir qu'il y avait déjà une interdiction de l'avortement en place. Ils pensaient que l'avortement était toujours pleinement légal, et se disaient : "On n'a pas besoin de cet amendement." Ou alors ils ne comprenaient pas bien de quoi il s'agissait. [...] Beaucoup de gens ne comprennent pas non plus comment fonctionne une grossesse. Donc, quand ils entendent parler d'une interdiction à six semaines, ils ne réalisent pas ce que cela implique concrètement ». Cette volonté de créer des espaces de dialogue entre citoyens floridiens, plus précisément entre partisans et opposants à l'avortement, est partagée par Fatima Sadaf Saied, directrice exécutive de l'organisation membre de la coalition Muslim Women's Organization (MWO), associant la foi musulmane et l'expression des droits des femmes. Une rencontre retient l'attention de la dirigeante associative, celle avec un pasteur blanc catholique conservateur de 29 ans. Malgré leur différence de point de vue, Fatima Sadaf Saied a considéré ce moment comme enrichissant. Elle raconte à ce propos : « Ça m'a aussi permis de mettre un visage humain sur un groupe que j'ai tendance à généraliser. Donc je pense que ça a été utile. Ça m'a permis de comprendre leur mentalité, d'une certaine manière ».

MWO présente des points communs avec l'organisation dont fait partie Cheyenne Drews. Muslim Women's Organization et Progress Florida plaident toutes deux pour le dialogue entre partisans et opposants au droit à l'avortement, agissent selon un principe d'intersectionnalité et sont indépendantes des partis ou organisations politiques. Dans l'Amérique de Donald Trump et la Floride de Ron DeSantis, l'intersectionnalité apparaît comme inévitable. Elle est une organisation du militantisme devenue nécessaire, tant le projet politique des Républicains est concret et vise de manière coordonnée et simultanée les minorités sociales, ethniques et sexuelles. Le *Project 2025*<sup>18</sup>, un programme de politiques réactionnaires coordonné par le *think tank* conservateur Heritage Foundation, dessinait en 2023 un projet de société pouvant être mis en application, du moins partiellement, dans le cas d'une victoire du candidat Trump. En neuf mois de mandat, le locataire

actuel du Bureau ovale en a déjà mis en œuvre une partie : interdiction aux personnes transgenres de s'engager dans l'armée, suppression des programmes DEI (Diversité, Équité, Inclusion) destinés à agir, dans le monde professionnel et universitaire, en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap comme celles issues des minorités ethniques, et même chantage envers la municipalité démocrate de Washington D.C. pour exiger le retrait de la fresque *Black Lives Matter*, réalisée en 2020 suite au meurtre de George Floyd, sous peine de couper les subventions attribuées à la capitale fédérale.

Face à un climat érigeant plus que jamais l'homme WASP (protestant blanc anglo-saxon) comme la norme et les minorités comme l'ennemi, Muslim Women's Organization se donne pour mission de représenter et de défendre les femmes musulmanes pouvant être victimes de la misogynie et du patriarcat comme du racisme et de l'islamophobie. L'organisation regroupe des femmes musulmanes issues de communautés diverses, comme le souligne Fatima Sadaf Saied, rapportant qu'il y a en Floride aussi bien des femmes musulmanes noires, arabes, latino-américaines, originaires du Pakistan, du Mexique ou du territoire étatsunien de Porto Rico. Cette diversité impose *de facto* une sensibilité aux discriminations vécues par d'autres femmes, dont le racisme. Le meurtre de George Floyd, le 25 juin 2020 à Minneapolis (Minnesota), a été un événement marquant pour MWO dont des femmes noires sont membres. Cela a poussé l'organisation à s'interroger sur les mécanismes systémiques du racisme et la présence éventuelle de ces derniers au sein de l'organisation.

Fatima Sadaf Saied souligne que la religion peut inciter les femmes croyantes à s'organiser pour défendre leurs droits reproductifs, mais également pour se prémunir contre toute tentative d'instrumentation de la foi pour propager un discours opposé à l'avortement, pouvant potentiellement les mettre en danger et les inciter à délaisser leur santé sexuelle. Elle déclare ainsi, concernant la nécessité d'associer la foi et l'engagement féministe : « Je pense que c'est vraiment important parce que la foi est souvent utilisée pour empêcher les gens d'obtenir ces services. Les gens utilisent la foi pour perpétuer parfois des préjugés. Ils utilisent la foi pour empêcher les femmes d'obtenir un avortement. Ils utilisent la foi pour rendre l'abus acceptable parfois. Donc, si nous n'utilisons pas le langage de la foi et si nous n'avons pas la foi comme fondement de nos arguments pour ces choses, alors ces personnes ne seront pas convaincues ». La foi agit ainsi comme un levier permettant de minimiser et de reconsidérer les remarques de croyants opposés à l'avortement, mais également de rassurer les femmes musulmanes souhaitant par exemple avorter, par l'intermédiaire de l'*hakima* (femme sage en arabe), sage-femme intervenant à MWO et parlant de la santé reproductive par le truchement du Coran. L'organisation, située à Orlando (Floride), réunit par ailleurs des femmes de tous âges, qu'elles aient 65 ou 25 ans. Cette intergénérationnalité est perçue comme une force pour l'association permettant de parler à toutes

les femmes. L'apolitisme de l'organisation provient quant à lui de son statut juridique (organisation de type 501(c)(3)) et des règles l'encadrant. Le Code des impôts interdit à ce type d'organisations, qui comprend notamment les organisations religieuses, de soutenir un candidat politique et de s'impliquer dans une campagne électorale<sup>19</sup>. Soumis à un autre régime fiscal (501(c)(4)), Progress Florida a le droit de s'engager en faveur d'un candidat ou d'un parti politique. Son indépendance demeure un choix. Même si elle est plutôt favorable aux politiques des démocrates, Cheyenne Drews précise que Progress Florida a pour but d'être « au-dessus des partis » et de s'adresser notamment à une partie conséquente des Floridiens qui ne sont affiliés à aucun parti. Outre sa participation à la coalition Floridians for Reproductive Freedom, Muslim Women's Organization a également fait le choix d'intégrer une coalition. MWO fait partie de HEART, une organisation nationale relative à la santé sexuelle des femmes musulmanes, à la défense de leurs droits reproductifs et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Après avoir découvert la coalition à la suite d'une formation sur la violence sexuelle, Muslim Women's Organization s'est engagée au sein de HEART. Fatima Sadaf Saied nous apprend également que cette coalition travaille sur le plaidoyer des femmes musulmanes, en plus de ses missions d'éducation et de santé.

À rebours de l'apolitisme décidé ou imposé, Mark Patterson et Izzy Coventry ont décidé de rejoindre une organisation politique. Tous deux militent à Socialist Alternative, une organisation révolutionnaire et marxiste ayant une section floridienne implantée à Gainesville. L'organisation n'est pas centrée sur la défense des libertés reproductives, mais s'inscrit dans un projet de lutte des classes. Mark Patterson explique que tout n'est que lutte des classes : « cette idée socialiste de base selon laquelle la société sous le capitalisme est divisée en deux classes opposées ». Ces deux classes s'inscrivent dans un rapport social oppresseur/oppresé, originellement bourgeois/prolétaire. Une pensée intersectionnelle appliquée à la lutte des classes pourrait élargir ce concept à une oppression reposant sur d'autres critères, dont celui du genre (les hommes seraient en position d'opresseurs et les femmes d'oppressées). Socialist Alternative partage avec MWO et Progress Florida la conviction qu'il est nécessaire d'agir contre le plus grand nombre d'oppressions. Ainsi, dans la partie intitulée « combattre toutes les oppressions » d'un texte présentant les valeurs défendues sur le site web de l'organisation, il est écrit : « Combattons le racisme, le sexisme, la xénophobie, l'homophobie, la transphobie, le validisme et toutes les formes d'oppression par la solidarité et la lutte de la classe ouvrière. Construisons un mouvement de masse, multiracial et multigenre contre l'oppression systémique et le capitalisme.<sup>20</sup> » La défense d'un avortement « gratuit, sûr, légal et accessible » contre « toutes les tentatives de la droite de [le] criminaliser » figure également dans cette partie du texte. Mark Patterson considère que la bipolarisation au sujet de l'avortement est un faux problème, s'inscrivant dans le problème central du capitalisme. Il détaille son propos : « Je pense que la classe dirigeante est très intelligente, et elle comprend que des choses comme l'accès universel aux soins de santé sont très populaires,

alors je pense qu'elle essaie de fixer notre attention, de détourner notre regard vers des différences mineures autour de l'avortement, mais la réalité, c'est que c'est une diversion par rapport à la lutte plus large, que l'industrie des soins de santé devrait être mise sous propriété publique et gérée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes et, dans ces circonstances, je pense qu'il semblerait évident que l'avortement devrait être fourni à tout le monde gratuitement à la demande, et le criminaliser ne le fait pas disparaître ». Izzy Coventry ne partage pas la vision de MWO et Progress Florida sur l'importance de créer des espaces de discussions sereines entre partisans et opposants au droit à l'IVG. Elle déclare : « Je ne pense pas nécessairement que ce soit le rôle de Socialist Alternative dans la lutte de manière plus générale. (...) Je ne pense pas nécessairement que nous devrions vraiment aller créer ces espaces où les gens *pro-life* et *pro-choice* peuvent avoir, vous savez, des débats ou essayer de parvenir à une compréhension ». La priorité est au recrutement de personnes déjà sensibilisées aux luttes sociales afin de les rendre davantage actives. La particularité de l'engagement des deux militants réside dans le fait que ce genre d'organisation politique reste marginal, en raison du poids considérable donné au bipartisme aux États-Unis. Le système électoral étatsunien, par son principe de grands électeurs, ne permet pas aux petits partis de se faire une place sur la scène politique nationale<sup>21</sup>.

Face au grand pouvoir de l'exécutif, du législatif et du judiciaire floridiens, la lutte collective s'impose. Celle-ci passe notamment par la création de coalitions (Floridians for Reproductive Freedom, HEART...) et l'attachement au principe d'intersectionnalité. Les politiques des Républicains, à l'échelle locale comme nationale, attaquent certains groupes définis de la population : personnes racisées, personnes LGBT+, femmes... Ce front commun intersectionnel n'est pas une nouvelle manière de lutter : la grève des mineurs de 1984 au Royaume-Uni, sous le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher (1979-1990), a vu, par exemple, les mineurs et les personnes *queer* lutter ensemble. Socialist Alternative Florida se distingue par son approche marxiste et anti-capitaliste, en considérant qu'il faut agir contre un système reposant sur l'oppression d'une minorité privilégiée sur le reste du corps social. Si les femmes sont bien victimes de ce système, elles ne sont qu'une partie de ces victimes, aux côtés des personnes racisées, *queer*... et avant tout des prolétaires.

Le fédéralisme étatsunien explique en partie les disparités dans l'accès au droit à l'avortement. Les lois TRAP, le remboursement de l'avortement par les États aux personnes éligibles à Medicaid ou le caractère même en matière de légalité de l'avortement diffèrent selon les États. D'autres entraves plus spécifiques au droit à l'IVG peuvent être mises en place par les Républicains envers notamment la possibilité pour les hommes transgenres enceints d'avorter. Le sujet de la transidentité fait par ailleurs écho à toute une histoire de luttes, qui a pu entretenir des relations, bonnes comme mauvaises, avec les organisations féministes. La transidentité et le féminisme ont

cependant des points communs : ils interrogent les notions de genre, évoluent dans une société occidentale hétéropatriarcale... L'intersectionnalité laisse penser qu'il est bien plus difficile pour un homme transgenre de recourir au droit à l'avortement. Le militantisme floridien dresse ainsi le portrait d'une Amérique ne baissant pas les bras face aux attaques réactionnaires. Les organisations militantes s'adaptent à leur temps, en occupant le terrain de la rue, des réseaux sociaux, des référendums, mais avant tout de l'assistance à celles et ceux en détresse.

1. Annette Choi et Devan Cole, « [See where abortions are banned and legal – and where it's still in limbo](#) », CNN, Atlanta (Géorgie), version du site actualisée le 14 mai 2025.
2. *Guttmacher Institute Releases Full-Year US Abortion Data for 2024*, [Guttmacher Institute](#), 15 avril 2025.
3. *Abortion in the United States*, Guttmacher Institute, avril 2025.
4. *State funding of Abortions Under Medicaid*, KFF, Notes, San Francisco (Californie), 6 novembre 2024.
5. The White House (présidence actuelle – Trump II), *Fact Sheet: President Donald J. Trump Enforces Overwhelmingly Popular Demand to Stop Taxpayer Funding of Abortion*, Washington D.C., 25 janvier 2025.
6. Le libéralisme n'a pas la même définition aux États-Unis qu'en France. Il est, de l'autre côté de l'Atlantique, synonyme de progressisme et est davantage relatif à la sphère sociale qu'à la sphère économique. Il correspond à la volonté de garantir le plus possible les libertés individuelles et le plein épanouissement des personnes.
7. Sur la nécessité de ne pas adopter le vocable *pro-life*, voir Amandine Clavaud, Lucie Daniel, Clara Dereudre et Lola-Lou Zeller, *Droits des femmes : combattre le backlash*, Fondation Jean-Jaurès/Equipop, 13 février 2023, p. 16.
8. À titre indicatif, le délai maximal pour recourir à une IVG instrumentale, en France, est de quatorze semaines. Mabel Félix, Laurie Sobel et Alina Salganicoff, *Table 1 – Gestational Limits and Reporting Requirements in Rape and Incest Exceptions to Abortion Bans, A Closer Look at Rape and Incest Exceptions in States with Abortion Bans and Early Gestational Restrictions*, *KFF Analysis of State Statutes and Regulations*, San Francisco (Californie), 7 août 2024.
9. *Monthly Abortion Provision Study*, Guttmacher Institute, New York City, janvier 2025.
10. *Characteristics of People Obtaining Abortions*, *Abortion in the United States*, Guttmacher Institute, avril 2025 ; Rachel K. Jones, « [Payment for abortion care, Medicaid's role in alleviating some of the financial burden of abortion: Findings from the 2021-2022 Abortion Patient Survey](#) », *Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, vol. 56, n°3, 17 février 2024, pp. 244-254.
11. *Ibid.*, Numbers and Rates, *Insurance Coverage and Payment*, avril 2025.
12. État pivot pouvant faire basculer une élection par son issue incertaine. Chaque État remporté par un candidat lui accorde un nombre défini de grands électeurs. Depuis 2024, la Floride permet l'obtention de 30 électeurs. Le candidat ayant recueilli 270 grands électeurs est élu président des États-Unis.
13. ACLU signifie American Civil Liberties Union (Union américaine pour les libertés civiles).
14. *Amendment 4: Florida General Election Results*, CNN Politics, Atlanta (Géorgie), 5 novembre 2024.
15. *President: Florida General Election Results*, CNN Politics, Atlanta (Géorgie), 5 novembre 2024.
16. Pew Research Center, *Religious Landscape Study of U.S. adults, 17 juillet 2023-4 mars 2024*. Cf. Becka A. Alper et Jeff Diamant, *Views on abortion, by state, % of U.S. adults who say abortion should be \_\_\_ in all/most cases, Americans' views on abortion differ by state*, Pew Research Center, 12 juin 2025.
17. *Why there's a long-standing voter registration gap for Latinos and Asian Americans*, NPR, 2 avril 2024.
18. *Mandate for Leadership – The Conservative Promise – Project 2025 Presidential Transition Project*, The Heritage Fondation, Washington D.C., 2023.
19. Internal Revenue Service, *Restriction of political campaign intervention by Section 501(c)(3) tax-exempt organizations*,

dernière modification de la page le 20 août 2025.

20. Socialist Alternative, [Fight All Oppression, What we stand for, Get Involved](#).

21. Le principe du *Winner Takes All* aux élections ne permet pas une représentation proportionnelle des votes des électeurs. Un exemple parlant reste celui du candidat indépendant à l'élection présidentielle de 1992, Ross Perot. Bien qu'ayant reçu près de 19% des suffrages exprimés, Perot ne fut représenté par aucun grand électeur au sein du Collège électoral, assemblée élisant le nouveau chef de l'État.